



FEDIL

2 0 0 6

**Réception du Nouvel An
des entreprises**

Mardi, le 7 février 2006 à 17h00

Centre de conférences

Complexe immobilier de la Chambre de commerce

Luxembourg-Kirchberg

Allocution de bienvenue de

M. CHARLES KROMBACH, Président FEDIL

Seule la parole prononcée fera foi

L.E. Madame et Messieurs les Ambassadeurs,

S.E. Monsieur le Premier ministre,

Messieurs les Ministres,

Madame le Secrétaire d'Etat,

Monsieur le Ministre d'Etat honoraire,

Monsieur le Maréchal de la Cour,

Monsieur le Vice-président de la Chambre des Députés,

Monsieur le Bourgmestre de la Ville de Luxembourg,

Mesdames et Messieurs les Députés,

Monsieur Louis SCHWEITZER, Président du conseil
d'administration de Renault

Mesdames, Messieurs,

Chers Membres,

Chers Invités,

Au nom de la FEDIL, je vous souhaite une cordiale bienvenue à la traditionnelle réception du Nouvel An des entreprises.

Cette réception - bien qu'elle ait lieu, pour des raisons de calendrier, avec un léger retard par rapport aux années précédentes - est l'occasion de faire le point sur l'actualité économique et sociale, mais surtout pour entendre les réflexions de nos orateurs d'honneur, Messieurs Jean-Claude Juncker et Louis Schweitzer auxquels j'adresse mes sincères remerciements d'avoir accepté notre invitation.

Laissez-moi vous dire, Messieurs, que nous attendons évidemment avec impatience les messages que vous allez nous livrer aujourd'hui.

Mesdames, Messieurs,

Le thème de Monsieur Louis Schweitzer ce soir sera la globalisation en mettant l'accent sur les opportunités, mais également les défis qui s'y attachent pour l'Europe.

Dans ce contexte, il va sans dire qu'au Luxembourg l'année 2006 a connu un début fulgurant avec l'annonce du groupe MITTAL STEEL – en date du 27 janvier dernier – de lancer une O.P.A. (offre publique d'achat) sur le groupe ARCELOR.

Au-delà des prises de position du monde politique, économique et social, les deux groupes sidérurgiques ont fait connaître leurs positions respectives, chacun faisant valoir ses arguments envers un actionnariat qui – et ceci a été répété à maintes occasions – a le dernier mot à dire.

D'un point de vue de la FEDIL, l'O.P.A. de MITTAL STEEL sur ARCELOR nous rappelle que la globalisation de l'économie est une réalité irréversible et que, dans une approche proactive, nous devons nous préparer à y participer, à en devenir une force motrice.

Les efforts accomplis par le groupe ARCELOR en termes d'amélioration de la productivité, de maintien des coûts, de qualité de produits, d'investissements matériels et immatériels, de sécurité et de santé au travail, de développement durable, et j'en passe..., sont un bel exemple d'un projet d'entreprise réussi.

Nous sommes dès lors convaincus que les actionnaires qui sont appelés à décider apprécieront à leur juste valeur non seulement les efforts accomplis, mais aussi les perspectives d'avenir du groupe ARCELOR.

Mesdames, Messieurs,

Face au défi que constitue la globalisation et l'internationalisation des marchés, il faut tout faire pour créer les conditions permettant à nos entreprises de maintenir, voire d'améliorer leur compétitivité.

Tel est aussi l'objectif de la stratégie de Lisbonne, stratégie qui a été révisée sous Présidence luxembourgeoise et qui vise – je le rappelle – de faire de l'Europe l'économie de la connaissance la plus compétitive au monde.

Au Luxembourg, la transposition de la stratégie de Lisbonne a fait l'objet de discussions entre partenaires sociaux et gouvernement, réunis au niveau du Comité de coordination tripartite, discussions qui ont débouché sur l'adoption du *Plan national pour l'innovation et le plein emploi*.

De l'avis de la FEDIL, ce plan jette les bases d'un véritable programme de réformes que le gouvernement s'apprête à discuter prochainement avec les partenaires sociaux.

Vous comprendrez, Monsieur le Premier ministre, que nos attentes sont très grandes dans la mesure où le pays devra rapidement répondre aux défis structurels que constituent non seulement la situation en matière de finances publiques, mais aussi, et surtout, la situation compétitive de nombre d'entreprises et de nombre de secteurs d'activités couverts par la FEDIL et qui, pour la plupart du temps, se voient confrontés à une concurrence internationale de plus en plus forte.

Permettez-moi aussi de citer à cet égard le président de la Commission européenne, Monsieur Barroso, ayant déclaré, lors de la présentation du rapport d'évaluation de la stratégie pour la croissance et l'emploi en Europe, qu'il «*est temps de passer à la vitesse supérieure*», que les ambitions européennes devront porter sur des universités de premier plan, une main-d'œuvre hautement qualifiée, des régimes de sécurité sociale solides, des industries parmi les plus compétitives et innovantes et un environnement sain.

Au plan national, nous devons opérer aujourd'hui certains choix fondamentaux et oser nous engager résolument sur la voie d'une économie plus compétitive dans le contexte européen et international.

Nos concurrents ne nous attendent pas et nous devons rester attentifs pour ne pas nous faire dépasser par le leadership politique dans d'autres pays. Et les bons projets politiques pour attirer des investissements ne manquent pas à l'étranger !

Je n'ai point l'ambition d'entrer ici et maintenant dans le détail de tous les chantiers. C'est pourquoi je me limite à mettre en avant 3 priorités : l'emploi, la recherche et l'énergie.

En tant qu'acteur engagé et responsable, la FEDIL voit avec beaucoup d'inquiétude l'évolution sur le marché de l'emploi national. Tout au long de l'année 2005, le taux de chômage a poursuivi son envolée, ceci malgré le fait que l'économie luxembourgeoise reste largement créatrice d'emplois.

Les raisons tiennent au fait que nous sommes en face d'un marché du travail qui n'est plus national mais bien régional et qui, grâce au niveau élevé des salaires au Luxembourg, constitue un pôle d'attraction pour des demandeurs d'emploi de la grande région, souvent très bien qualifiés et fortement motivés.

En d'autres termes, le marché du travail luxembourgeois est aujourd'hui un marché à forte concurrence et afin d'améliorer l'employabilité des demandeurs d'emploi résidents nous devons agir sur les deux éléments qui s'appellent formation et motivation.

S'y ajoute que, depuis quelques années déjà, la progression de la productivité du travail n'est plus en phase avec celle des salaires et que l'écart salarial entre le Luxembourg et ses concurrents, dont nos pays voisins, se creuse. Dans ce contexte, je me dois, Monsieur le Premier ministre, de rappeler que la réforme du mécanisme d'indexation des salaires se fait toujours attendre, ceci au détriment de la compétitivité des

entreprises et, partant, de l'emploi. Et j'ai bien dit REFORME, et non abolition du mécanisme d'indexation !

Deuxième priorité : la recherche. D'après un rapport établi il y a quelques mois par Luxinnovation, les efforts privés en matière de R&D paraissent satisfaisants, mais il faudrait sensibiliser un plus grand nombre d'entreprises. Toujours selon ce rapport, l'Université du Luxembourg pourrait jouer le rôle de centre névralgique du développement de la recherche publique et de la collaboration avec le secteur privé.

Permettez-moi dans ce contexte, Monsieur Tarrach, de vous faire part une nouvelle fois, premièrement, de l'importance que nous attachons au développement de l'université et, deuxièmement, de notre volonté de poursuivre notre collaboration constructive. Nous sommes convaincus qu'une université, qui concentre ses moyens financiers sur un nombre limité de domaines de pointe, présente énormément de potentialités en termes de retombées économiques et sociales.

Troisième priorité : l'énergie, sujet qui finalement a trouvé sa place parmi les dossiers prioritaires sur le plan européen et national. Nous plaidons toujours en faveur d'une politique énergétique visant à garantir le développement et la pérennité du tissu industriel au Luxembourg, c'est-à-dire une politique axée sur la sécurité de l'approvisionnement et des prix énergétiques compétitifs. Dans ce contexte, il faut saluer la réforme du système d'alimentation du Fonds de compensation électricité venant d'entrer en vigueur et qui tient compte des préoccupations des entreprises industrielles à forte intensité électrique.

Par ailleurs, en matière de politique de changement climatique, une stratégie globale ne se limitant pas à l'Europe, mais incluant l'Amérique et l'Asie est, à notre avis et d'après notre expérience, l'unique possibilité d'obtenir un impact conséquent et d'éviter des distorsions de concurrence.

Nous nous prononçons aussi en faveur d'une approche nationale équilibrée en termes de répartition des efforts entre les différents types d'acteurs – entreprises, ménages,

transports, secteur public,... – et entre mesures nationales et mécanismes flexibles en fonction de leur efficacité.

Mesdames, Messieurs,

Le défi auquel notre économie est confrontée, n'est pas de nature conjoncturelle, mais bien de nature structurelle.

Les aspects que je viens de relever – emploi, recherche, énergie – et auxquels je pourrais ajouter d'autres – l'éducation, la formation, la sécurité sociale ou encore la maîtrise de l'inflation – ont fait l'objet, tout au long de l'année passée, d'analyses, de débats et de discussions controversés, suscités sur base d'un certain nombre de rapports de qualité, dont notamment celui du professeur Fontagné.

Je constate que toutes ces discussions ont contribué, au cours des derniers mois, à une réelle prise de conscience au sujet des défis socio-économiques que le pays devra affronter.

J'irais même jusqu'à dire qu'une majorité de nos concitoyens est aujourd'hui prête à faire des sacrifices.

Nous sommes dès lors confiants que le monde politique est prêt à prendre des décisions courageuses.

Mesdames, Messieurs,

Ces quelques considérations faites, j'ai à présent le plaisir de vous présenter notre premier orateur, Monsieur Louis Schweitzer.

Monsieur Schweitzer est le président du conseil d'administration de Renault depuis avril 2005, après avoir été président-directeur général depuis mai 1992. Au cours de son mandat, Renault a été privatisé, a noué l'alliance Renault-Nissan, a acquis Dacia et Samsung et a conclu un accord avec Volvo dont il est devenu le principal actionnaire.

Louis Schweitzer a rejoint Renault en mai 1986. Il est devenu directeur financier et du Plan en 1988, puis directeur général adjoint en 1989 et directeur général en décembre 1990.

Auparavant, Louis Schweitzer était inspecteur des finances depuis 1970, puis chargé de mission à la Direction du budget, puis pendant cinq ans directeur de cabinet de Laurent Fabius.

Monsieur Schweitzer, je vous remercie encore une fois d'avoir accepté d'être parmi nous aujourd'hui et de partager avec nous vos réflexions sur la globalisation, fruits d'une longue expérience professionnelle au plan international.

La parole est à vous.